« Histoires de Bahuts » : un projet participatif d'inventaire des lycées en Nouvelle-Aquitaine

*« Schools' Stories »: a collaborative high schools inventory project in the
Nouvelle-Aquitaine region*

Laetitia Maison-Soulard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/insitu/33148>

DOI : 10.4000/insitu.33148

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Laetitia Maison-Soulard, « « Histoires de Bahuts » : un projet participatif d'inventaire des lycées en Nouvelle-Aquitaine », *In Situ* [En ligne], 45 | 2021, mis en ligne le 20 juillet 2021, consulté le 15 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/33148> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/insitu.33148>

Ce document a été généré automatiquement le 15 décembre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

« Histoires de Bahuts » : un projet participatif d'inventaire des lycées en Nouvelle-Aquitaine

« Schools' Stories »: a collaborative high schools inventory project in the Nouvelle-Aquitaine region

Laetitia Maison-Soulard

- 1 Le projet « Histoires de Bahuts », qui permet à des lycéens de participer à l'inventaire du patrimoine de leur lycée, lancé en septembre 2016, s'inscrit dans le courant des sciences participatives ou *citizen science* que le biologiste François Houllier, coordinateur d'un rapport sur la question, définit comme « [des] formes de production de connaissances scientifiques auxquelles des acteurs non-scientifiques-professionnels – qu'il s'agisse d'individus ou de groupes – participent de façon active et délibérée¹ ». Ce type de production s'est progressivement intégré à la bibliographie académique à partir des années 2000, atteignant près de 800 publications scientifiques en 2015, la France occupant le 7^e rang mondial dans ce palmarès. En ce qui concerne les disciplines impliquées, les naturalistes ont été pionniers et restent les plus actifs en matière de projets scientifiques participatifs². Dans le champ patrimonial, en dehors du patrimoine naturel, ces méthodes se sont développées à partir des années 1970 dans le secteur muséal lors de la création des écomusées³ et au sein de l'Inventaire général du patrimoine culturel, notamment industriel⁴. Pour les chercheurs de l'Inventaire, en particulier entre 1966 et 1985, la participation des bénévoles a été considérée comme un des piliers de leur pratique, même si selon les conservatrices Sophie Cueille et Virginie Serna, on ne peut pas encore parler d'une véritable co-construction des savoirs avant ces dernières années⁵. Le terme d'inventaire participatif n'apparaît en effet qu'en 2014 dans un rapport du service de l'Inventaire de la région Bretagne. Dès lors, plusieurs services de l'Inventaire ont engagé en France des opérations incluant une participation des citoyens, formés à des degrés divers aux méthodes de l'Inventaire général⁶.

- 2 Cet article se concentre ainsi sur la façon dont le projet « Histoires de Bahuts » a été élaboré au sein du service du patrimoine et de l'Inventaire - site de Bordeaux, expérimenté à l'échelle néo-aquitaine et comment, aujourd'hui, il convient de le faire évoluer à l'aune des avancées en sciences participatives et dans le domaine des droits culturels.

Permettre aux lycéens d'être des apprentis-chercheurs

Figure 1

Une lycéenne nous ouvrant les portes de son « bahut » au lycée Montesquieu de Bordeaux (Gironde) en 2017, photographie conservée à l'inventaire général du patrimoine culturel de la Région Nouvelle-Aquitaine (IVR72_2017331214NUC2A).

© Laetitia Maison-Soulard (Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire général du patrimoine culturel).

- 3 En Aquitaine, le service du Patrimoine et de l'Inventaire décide de s'engager dans une démarche participative en 2015 afin de contribuer à l'opération d'inventaire du patrimoine des lycées publics de la Région, et ce, dès les débuts de l'étude. Dans le cadre de ce travail concernant 154 établissements, l'ambition est alors de favoriser l'éducation artistique et culturelle des élèves tout en collectant avec eux des données sur le patrimoine immobilier et mobilier de leur lycée. Afin d'élaborer ce projet participatif, il a été constitué un groupe de travail comprenant le professeur relais en charge du patrimoine à la Délégation académique à l'action culturelle de l'académie de Bordeaux, le Complexe régional d'animation rural et culturel de l'enseignement agricole, l'Union régionale des Conseils d'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement, une association de médiation culturelle dénommée Pétronille et moi-même. Au bout d'un an d'échanges, il a été décidé de créer une action académique dénommée « Histoires de Bahuts⁷ » pouvant contribuer au « parcours d'éducation

artistique et culturelle » (PEAC) des lycéens. Le projet est alors résumé en une fiche-action publiée en mai 2016 sur le site internet du rectorat afin de permettre aux établissements candidats de s'inscrire pour débiter au mois de septembre suivant. Si la collecte de données reste alors le cœur du projet, nous convenons qu'avec l'aide des professeurs, les lycéens doivent être en mesure aussi d'interpréter les résultats et de les valoriser ; en bref, de devenir des apprentis-chercheurs de l'Inventaire et d'être en situation de « collaboration complète » et non uniquement de *crowdsourcing*⁸. Dans ce cadre, chaque lycéen est placé au centre du dispositif : il devient l'acteur et le diffuseur de la connaissance qu'il a contribué à élaborer. Le projet comprend en effet deux phases pendant une année scolaire d'une classe de seconde ou de première : de septembre à mars, les élèves se concentrent sur la recherche d'informations puis, d'avril à juin, ils préparent un parcours de découverte du lycée qu'ils présenteront lors des Journées européennes du patrimoine (JEP) en septembre, au début de l'année scolaire suivante. Bien entendu, lorsqu'ils arrivent dans un lycée, les élèves n'appréhendent pas du tout leur « bahut » comme un lieu patrimonial, digne d'être visité – même dans les établissements édifiés avant le XX^e siècle – tandis que les œuvres réalisées au titre du 1 % artistique sont méconnues lorsqu'elles n'ont pas été détruites. Les enseignants, eux, sont fort curieux ou parfois déjà très savants sur l'histoire de leur établissement, mais rarement sur l'histoire architecturale et décorative. Pendant la première phase, un chercheur du service, Bertrand Charneau ou moi-même, passe donc une journée « de sensibilisation » dans le lycée avec les professeurs et les élèves pour leur expliquer la démarche scientifique. Un premier temps est consacré aux enseignants, auxquels on suggère d'utiliser une « boîte à outils » où puiser des ressources pédagogiques et un calendrier précis des étapes. Cette première rencontre se fait avec l'appui d'un professeur coordinateur de l'action au niveau académique, qui suit tous les établissements et reste au service des enseignants pour les rassurer et les orienter tout au long de l'année⁹. Puis les élèves nous rejoignent et nous définissons ensemble les problèmes historiques qui vont nous occuper. Au cours des mois suivants, les lycéens, aidés par leurs professeurs, partent à la recherche d'archives, de plans anciens, de photos, dans le lycée, dans les services d'archives publics et auprès d'anciens élèves. Nous leur indiquons également comment se documenter en ligne, *via* le Géoportail pour les photos aériennes anciennes ou grâce à différentes bases de données telles qu'Agorha ou Archiwebture. Les lycéens tentent ensuite de synthétiser les données obtenues, par de courts textes et des plans réalisés à partir des fonds de plan vierges fournis par la Région. C'est l'occasion pour le chercheur de revenir une demi-journée dans le lycée afin d'aider à cette structuration des informations. Pour la phase « médiation », les élèves sont cette fois encadrés soit par une association patrimoniale comme Pétronille en Gironde, soit par un architecte du conseil d'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement (CAUE) du département afin de construire leur visite pour les JEP. Avec l'expérience, nous avons progressivement avancé dans l'année la première rencontre avec ces collaborateurs afin que la classe saisisse bien le sens final de l'action. Le plus long travail pour les jeunes est alors de transformer l'ensemble des données en un scénario de visite. Puis, ils apprennent les techniques du guidage et effectuent de nombreuses répétitions. Des révisions ont ensuite lieu dès la rentrée suivante, alors que les élèves sont parfois répartis dans de nouvelles classes, afin de préparer le grand jour, lors des JEP, toujours programmées le troisième week-end du mois de septembre.

Figure 2

Galleries ouvertes du rez-de-chaussée et de l'étage donnant sur la cour du lycée Montesquieu de Bordeaux (Gironde), un des premiers lycées partenaires d'« Histoires de Bahuts », 2019, photographie conservée à l'inventaire général du patrimoine culturel de la Région Nouvelle-Aquitaine (IVR72_20193310147NUC4A).

© Adrienne Barroche (Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire général du patrimoine culturel).

- 4 Après la fusion des régions, en 2016 (loi NOTRe), nos collègues de l'Inventaire général en Poitou-Charentes et en Limousin ont également adopté « Histoires de Bahuts ». En Poitou-Charentes, des discussions ont été entamées en 2017 entre le rectorat, la direction régionale des Affaires culturelles, la direction régionale du ministère de l'Agriculture, le service Éducation artistique régional et les animateurs culturels présents dans les lycées (une spécificité de ce territoire picto-charentais¹⁰) pour co-construire un appel à projet. Puis, une convention a été signée en décembre 2019 pour trois ans avec le rectorat de Poitiers dans le cadre à la fois des PEAC, mais également des parcours citoyens. Par rapport au projet aquitain initial, la phase de recherche a été allégée en laissant le choix à la classe de travailler sur l'un des thèmes suivants : la décoration (1 % artistique), le patrimoine matériel ou immatériel du lycée ou encore l'histoire de l'établissement en lien avec le territoire. De plus, il est systématiquement proposé aux élèves de s'engager dans une pratique artistique faisant écho au patrimoine et à l'histoire du lycée, leur œuvre devant également être présentée lors des JEP. Yann Oury, médiateur du patrimoine au sein du service de l'Inventaire, coordonne ici l'action de divers intervenants. Pour la phase de recherche, en l'absence de chercheur jusque-là dédié à l'opération sur les lycées, les enseignants se font parfois épauler par les animateurs des territoires disposant d'un label « Ville ou Pays d'art et d'histoire » et plus régulièrement, font appel à des artistes pour encadrer la production artistique des élèves.

- 5 En Limousin, une convention a également été signée avec le rectorat de Limoges en 2018, pour six ans. L'ambition et la méthodologie sont centrées sur un état des lieux patrimonial, en particulier des sources archivistiques disponibles afin de les localiser dans un premier temps, voire de les exploiter. Les temps de recherche et de médiation sont encadrés par le chercheur chargé de l'opération sur les lycées, Stéphanie Casenove, qui va progressivement travailler aussi sur le territoire picto-charentais. Le résultat des travaux réalisés sur l'histoire et le patrimoine est ensuite valorisé lors des JEP et de journées portes ouvertes de l'établissement.

Des résultats au-delà de nos espérances

- 6 Dans chacun de ces trois territoires, dès lors que le projet « Histoires de Bahuts » est proposé, entre cinq et dix lycées s'inscrivent chaque année dans le dispositif. Parfois, ce sont les mêmes et pour ces derniers, nous devons adapter un peu les enjeux, creuser avec eux des aspects méconnus de leur histoire et renouveler les modalités de la médiation lors des JEP. Certes, le nombre de lycées ainsi étudiés est mince, sur les 300 que compte la région Nouvelle-Aquitaine. Mais au sein de nos services de l'Inventaire, il nous paraît difficile d'en accompagner plus. Si, dans certains cas, le projet a paru chronophage aux enseignants, trop difficile pour les élèves chargés de rédiger des textes ou trop contraignant du fait de l'obligatoire visite lors des JEP en année n+1 après les vacances d'été, pour beaucoup, le projet a été source de satisfaction. Il permet aux chercheurs impliqués dans l'opération de développer un réseau avec la communauté éducative et de démultiplier les forces, notamment dans la recherche des sources archivistiques et orales. Et sur cet enjeu, bien souvent, les investigations menées ont dépassé nos espérances. Du point de vue des élèves, au-delà des compétences développées en recherche, création et médiation, le projet contribue à changer leur regard sur leur établissement et à leur donner l'occasion d'être fiers d'appartenir à la communauté qui fréquente ces lieux. Quelques exemples¹¹ permettent d'illustrer ces apports.
- 7 Le lycée Albert-Claveille de Périgueux (Dordogne) a été un des premiers lycées à s'inscrire dans le dispositif pour l'année 2016-2017. Les élèves de première ST2I « Architecture et Construction » se sont lancés à la découverte de leur établissement, à l'origine un séminaire du XIX^e siècle dû à l'architecte diocésain Paul Boeswillwald (1844-1931), dont l'agrandissement dans les années 1950 pour le transformer en un collège technique fut coordonné par Robert Lafaye (1903-1973), architecte urbaniste de la Ville. La classe a bénéficié dès le premier trimestre d'une bibliographie établie par le service éducatif des archives départementales de la Dordogne, qui a également organisé deux ateliers pour permettre aux jeunes de reconstituer l'histoire par les sources. À ce propos, il faut souligner que lors de la mise au point d'« Histoires de Bahuts », les archives départementales sollicitées en Aquitaine ont accueilli avec enthousiasme le projet. Ces services se sont donc tenus prêts à recevoir des élèves au cas où un établissement de leur territoire s'adresserait à eux. Grâce à cette documentation, les lycéens ont réalisé des plans historiques avec leur logiciel SketchUp et ont contacté d'anciens élèves pour compléter leurs données. Lors des JEP, 150 visiteurs ont eu le plaisir de découvrir cette longue histoire, retracée de façon très didactique par les élèves dans trois panneaux et un dépliant très bien illustrés.

Figure 3

Plaquette pour la visite du lycée Albert-Claveille de Périgueux (Dordogne) conçue par les lycéens en 2017.

© Région Nouvelle-Aquitaine.

- 8 Dans le quartier Bel-Air La Grand-Font, au nord-est d'Angoulême (Charente), l'architecte en chef Robert Chaume (1905-1993) a coordonné entre 1950 et 1970 l'édification du premier grand ensemble immobilier de la ville. En son sein a pris place le projet d'une cité scolaire comprenant le lycée Marguerite-de-Valois conçu par Jacques Chauliat (1916-1994), architecte en chef des Bâtiments civils et Palais nationaux. Plusieurs artistes sont intervenus au titre du 1 % artistique entre 1965 et 1967 pour décorer les barres d'externat, notamment le mosaïste Charles Gianferrari (1921-) et le sculpteur Guy Lartigue (1927-). Dans le cadre de leur projet « Histoires de Bahuts », les lycéens en option histoire de l'art ont réalisé un travail de recherche sur l'histoire de la commande et de la création de ces œuvres. Puis, les lycéens de l'option arts plastiques, encadrés par Fred Le Chevalier (1973-), artiste international originaire d'Angoulême, connu notamment pour ses dessins collés dans la rue, ont créé une fresque d'une dizaine de mètres composée de dessins et collée sur le mur d'un couloir du lycée. Les élèves ont ensuite présenté leurs travaux lors des JEP en 2018, puis en 2019, en y ajoutant la présentation des collections de sciences naturelles et une déambulation dans le quartier. Manon, une des élèves impliquées, déclare ainsi à l'issue de cette journée : « J'ai trouvé la journée du patrimoine très intéressante, j'ai pu y découvrir des endroits (comme la chapelle) et en savoir plus sur les œuvres qui nous entourent. J'ai eu un léger stress en arrivant mais c'était une agréable journée, j'ai pu surmonter ma timidité, et c'était une bonne expérience pour le futur. J'espère pouvoir le refaire l'année prochaine¹². »

Figure 4

Œuvres du sculpteur Guy Lartigue dans la cour de lycée Marguerite-de-Valois d'Angoulême (Charente) en 2018, photographie conservée à l'inventaire général du patrimoine culturel de la Région Nouvelle-Aquitaine (IVR75_20181600521NUCA).

© Christian Rome (Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire général du patrimoine culturel).

Figure 5

Détail d'une mosaïque de Charles Gianferrari dans la cantine du lycée Marguerite-de-Valois (Angoulême), 2018, photographie conservée à l'inventaire général du patrimoine culturel de la Région Nouvelle-Aquitaine (IVR75_20181600529NUCA).

© Christian Rome (Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire général du patrimoine culturel).

Figure 6

Une lycéenne travaillant à une fresque sous la conduite de l'artiste Fred Le Chevalier au lycée Marguerite-de-Valois (Angoulême) en 2018, photographie conservée à l'inventaire général du patrimoine culturel de la Région Nouvelle-Aquitaine (IVR75_20181600540NUCA).

© Christian Rome (Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire général du patrimoine culturel).

- 9 Un dernier exemple montre la pertinence de faire « dialoguer » l'établissement avec son environnement. Polaris est un lycée professionnel et technique spécialisé dans le champ des formations sociales. Il se situe à Limoges (Haute-Vienne), dans le quartier historique de la cathédrale, et occupe depuis la fin des années 1960 les locaux de l'ancien couvent des sœurs de la Providence¹³. Suite à de récents travaux de réhabilitation, l'établissement a décidé de se pencher sur son histoire et de proposer à ses élèves de partir à la découverte de ce patrimoine assez méconnu. Ainsi, depuis trois ans, l'établissement s'inscrit dans le programme « Histoires de Bahuts » et ouvre ses portes dans le cadre des JEP. Pour 2020-2021, une classe de seconde baccalauréat professionnel « Animation – enfance et personnes âgées » travaille à la réalisation d'une maquette en 3D qui permet d'avoir une vue d'ensemble de l'établissement à partir du parc, et à la réalisation de panneaux explicatifs sur les différents points de vue (clochers...) que l'on peut admirer sitôt que l'on monte dans les étages les plus élevés de l'établissement. Les deux réalisations sont complémentaires ; elles permettent de porter un regard intérieur et extérieur sur l'établissement mais aussi de découvrir la ville dans laquelle celui-ci s'inscrit.

Figure 7

Les élèves du lycée Polaris de Limoges (Haute-Vienne) étudiant l'histoire patrimoniale de leur établissement en 2020.

© Stéphanie Casenove (Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire général du patrimoine culturel).

Un nouveau projet conciliant sciences participatives et droits culturels

- 10 Aujourd'hui, alors que la réforme du lycée et la crise sanitaire ont ralenti les inscriptions, il nous paraît opportun de renouveler et d'harmoniser « Histoires de Bahuts » à l'échelle néo-aquitaine. L'enjeu est surtout de s'inscrire dans l'essor participatif du champ culturel et de se nourrir des avancées conceptuelles et des pratiques développées afin de garantir la pertinence du projet auprès de toutes les parties prenantes.
- 11 En premier lieu, il est indispensable de réaffirmer le caractère scientifique de ce travail, qui, en étant initié par des chercheurs spécialistes du patrimoine, doit être une recherche sérieuse susceptible de donner lieu à des publications de niveau académique. Le protocole pourrait ainsi s'enrichir des avancées réalisées ces dernières années en matière de méthodologie en science participative. En France, deux journées professionnelles intitulées « Participez ! Patrimoines et dispositifs participatifs » ont entériné en 2017 la reconnaissance de ce type d'approches au sein de la direction générale des Patrimoines du ministère de la Culture¹⁴. En parallèle, à la suite du rapport Houllier cité plus haut, le Muséum national d'histoire naturelle a coordonné un ensemble de travaux sur la thématique « Recherche culturelle et Sciences participatives » donnant naissance en 2017 au réseau Particip'Arc soutenu par le ministère de la Culture¹⁵. Son premier rapport, paru en 2019, reconnaît « les bénéfices des sciences participatives pour la recherche, pour les chercheurs, pour les citoyens et pour la société en général » et prône la création d'une charte. Ce texte fondateur viendrait structurer les modalités de ces nouvelles recherches, à l'image de la *Charte des*

sciences et recherches participatives en France existante et signée le 20 mars 2017 par une trentaine d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche, d'ONG et d'associations. Ce document insiste sur les valeurs et les grands principes à partager, notamment sur le fait que les projets participatifs « s'inscrivent dans une dynamique globale visant à instiller des logiques d'éducation par la recherche dès le plus jeune âge ». Cette attention portée à la démarche scientifique renvoie aux *10 principes des sciences participatives* déjà élaborés en 2015 par l'European Citizen Science Association¹⁶. En ce qui concerne les recommandations pratiques, une contribution récente¹⁷, permettant d'embrasser la foisonnante littérature sur le sujet *citizen science*, fournit plusieurs pistes. En effet, dans leur article « Turning students into citizen scientists¹⁸ », John Harlin et ses collègues proposent de passer par plusieurs étapes décisives afin de mener à bien un projet participatif avec des scolaires. En premier lieu, ils conseillent de mobiliser l'ensemble de la communauté éducative autour du projet afin que l'administration et les responsables des formations auprès des enseignants soient bien conscients des enjeux. Deuxièmement, scientifiques et enseignants doivent travailler étroitement pendant toute la durée du projet et dès le début, il s'agit de bien distinguer et d'explicitier aux parties prenantes les objectifs éducatifs et les objectifs scientifiques. Troisièmement, il faut épouser au maximum les contenus des programmes et les formats des séances avec les élèves, en fournissant aux enseignants une formation sur le protocole scientifique et des outils pédagogiques faciles à mobiliser. La littérature démontre en effet que plus la formation des enseignants est élaborée, plus le degré de performance scientifique du projet augmente. Dans cette optique, il semble important d'étoffer nos modalités d'accompagnement du corps enseignant et de montrer comment « Histoires de Bahuts » peut s'inscrire dans la feuille de route interministérielle actuelle prônant le « 100 % éducation artistique et culturelle¹⁹ ». Les « temps forts » suggérés dans cette feuille de route tels que « Levez les yeux, le patrimoine en met plein la vue » ou « Les Journées du 1 % artistique », dès l'instant qu'ils s'intéressent au patrimoine de l'établissement, peuvent par exemple se préparer dans le cadre d'« Histoires de Bahuts ».

Figure 8

Cour d'honneur du lycée Palissy d'Agen (Lot-et-Garonne), établissement où des ouvrages du fonds ancien du centre de documentation ont été présentés par les élèves lors des Journées du patrimoine en 2017, photographie conservée à l'inventaire général du patrimoine culturel de la Région Nouvelle-Aquitaine (IVR72_20164710059NUC4A).

© Adrienne Barroche (Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire général du patrimoine culturel).

- 12 Cependant, si garder le cap de la recherche est primordial, prendre en compte les motivations des collaborateurs-lycéens est aussi essentiel. « Watching or being watched ? » demandent de façon un peu provocatrice les auteurs d'un article réflexif sur la démocratisation de la connaissance scientifique grâce aux projets participatifs²⁰. Au-delà des controverses socio-techniques²¹, la démocratie représentative passe aussi par la reconnaissance d'un constant dialogue avec les citoyens pour renouveler les relations entre la science et la société. Cette idée a spontanément été développée par Laurent Péradon de l'association Pétronille qui œuvre en Gironde. Il explique ainsi : « [...] Histoires de Bahuts repose aussi sur l'expérience des lycéens-usagers. Leur point de vue permet de rendre compte des qualités d'une architecture scolaire qui se vit au quotidien. Certains espaces comme le foyer, la cour, la salle de restauration, les ateliers dans les lycées professionnels se prêtent à cette expression personnelle²². » Considérer ainsi le regard des élèves fait écho au courant développé actuellement dans le champ patrimonial sur les « droits culturels ». La prise en compte du patrimoine dans le droit international a en effet récemment évolué, comme l'explique l'anthropologue Johanne Bouchard, selon un « mouvement allant de la préservation ou sauvegarde du patrimoine culturel en tant que tel, en vertu de sa valeur exceptionnelle pour l'humanité, à une protection liée à sa valeur essentielle pour les personnes et les communautés, compte tenu de leur identité culturelle²³ ». Cette nouvelle perspective, d'abord conçue pour protéger des patrimoines en danger en temps de guerre, est aujourd'hui également préconisée par les experts des Nations unies et du Conseil de l'Europe pour les territoires en paix afin de garantir à tout être humain le droit d'identifier, d'interpréter et de transmettre un patrimoine culturel²⁴. En France, ces droits culturels ont été insérés dans l'article 103 de la loi portant nouvelle organisation

territoriale de la République (NOTRe, 2015) et dans l'article 3 de la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP, 2016), exigeant de renouveler nos politiques publiques à l'aune de cette nouvelle approche²⁵. Dans le cas qui nous occupe, la convention de Faro, signée en 2005, est particulièrement heuristique. Elle stipule :

La Convention de Faro crée un espace de discussion et de débat, qui doit permettre de recenser des valeurs et des priorités communes autour du patrimoine et de promouvoir des initiatives liées au patrimoine culturel. Pour ce faire, il est indispensable de collaborer avec les organisations bénévoles ou les structures non gouvernementales et de donner aux jeunes des possibilités de participer, au moyen de l'éducation et de la recherche (articles 11, 12 et 13 de la Convention).

- 13 Le texte mentionne aussi : « Les Parties à la Convention doivent s'employer à renforcer le sentiment d'appartenance, en favorisant le sentiment de responsabilité partagée envers l'espace de vie commun (article 8)²⁶. » D'un point de vue pratique, il est possible de s'inspirer de nombreuses initiatives tentant de concilier ces objectifs. L'une d'elles, « la balade patrimoniale » a été proposée par Christine Breton, conservatrice honoraire du patrimoine à Marseille. En « six temps » préparatoires, elle explicite comment « construire, déconstruire et reconstruire » la balade à partir d'éléments théoriques d'experts du patrimoine et de témoignages sur des lieux chargés de sens, en somme des lieux de mémoire. Cette lecture « sensible » de l'environnement est un mélange entre le vécu immédiat des habitants et des récits, légendes, témoignages, relatifs à des temps plus anciens. Si les lycéens impliqués dans notre dispositif ont parfois construit des balades patrimoniales dans cet esprit, à l'évidence, à l'avenir il conviendrait de porter une attention accrue au vécu des jeunes et de leurs prédécesseurs dans leur lycée. Des séances de travail entre les lycéens et des associations d'anciens élèves pourraient faire émerger les lieux chargés d'émotion par exemple.

Figure 9

Bâtiment de classes du lycée Grand Air d'Arcachon (Gironde) où le projet « Histoires de Bahuts » a été l'occasion de proposer une « promenade dansée » dans le lycée grâce à une compagnie de danse professionnelle en 2017, photographie conservée à l'inventaire général du patrimoine culturel de la Région Nouvelle-Aquitaine (IVR72_20113310464NUC4A).

© Adrienne Barroche (Région Nouvelle-Aquitaine, Inventaire général du patrimoine culturel).

Conclusion

- 14 Le projet participatif « Histoires de Bahuts » nous a permis de co-construire avec des lycéens l'histoire – les histoires – patrimoniale(s) de leur établissement, tout en élaborant de façon collégiale une autre façon d'appréhender le patrimoine. Le regard porté sur le lycée par les élèves et par le public, ravi d'écouter les guides-lycéens, n'est plus le même après les Journées du patrimoine. Aujourd'hui, le dispositif peut encore gagner en performance scientifique par un accompagnement accru de la communauté éducative. Afin de contribuer au respect des droits culturels des lycéens, il peut également s'enrichir d'ateliers visant à faire émerger chez les jeunes les valeurs essentielles qu'ils attribuent au patrimoine. En mêlant expertise scientifique et expérience sensible du patrimoine, les lycéens contribueront à ce que le sociologue Jean Davallon appelle une « construction sociale et sémiotique²⁷ » du patrimoine, qui permet à la fois de renforcer un sentiment d'appartenance mais aussi de responsabilité. Ils pourront expérimenter avec délectation le fait que :

La médiation vise non seulement une connaissance de l'objet mais, nous l'avons déjà relevé, à travers cette expérience, la création d'une relation à ces objets et aux êtres qui les ont créés, qui sont ainsi des sortes d'êtres imaginaires à la fois incroyablement proches, presque familiers, et totalement distants et lointains. Elle contribue aussi à produire pour les membres du collectif pour qui ces objets font patrimoine leur intérêt et leur attachement à eux et le sentiment de partager une identité commune à travers cet intérêt et cet attachement communs²⁸.

NOTES

1. HOULLIER François & MERILHOU-GOUDARD Jean-Baptiste (dir.), *Les Sciences participatives en France : États des lieux, bonnes pratiques et recommandations*, 2016, en savoir plus via (hal-02801940) [lien valide en mai 2021]. Pour un approfondissement de la définition, voir : HOULLIER François, JOLY Pierre-Benoît & MERILHOU-GOUDARD Jean-Baptiste, « Les sciences participatives : une dynamique à conforter », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 25, no 4, 2017, p. 418-423, en découvrir plus via <https://www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2017-4-page-418.htm> [lien valide en mai 2021].
2. Les historiens des sciences ont montré que la participation des amateurs à la construction des savoirs scientifiques a toujours été cruciale, en particulier dans les sciences nécessitant observation et collecte de nombreuses données telles que les sciences naturelles, l'astronomie ou l'archéologie. Aujourd'hui, les problématiques liées à la gestion de l'environnement dynamisent particulièrement les travaux participatifs en sciences naturelles. Voir sur ce point le numéro spécial de 2017 de *Natures Sciences Sociétés*, vol. 25, n° 4, disponible en ligne <https://www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2017-4.htm> [lien valide en mai 2021] et GUIRAUD Michel, « L'Herbier du Museum », in BOURA Frédérique (dir.), *Une Aventure de l'esprit. L'Inventaire général du patrimoine culturel*, Lyon, Lieux Dits, coll. « Cahiers du Patrimoine », 2016.
3. DUBOIS Marie-Dominique, « Démarches participatives : fondements et pratiques actuelles dans les institutions muséales », *In Situ. Revue des patrimoines*, n° 41, 2019, [en ligne], <https://journals.openedition.org/insitu/27176> [lien valide en mai 2021].
4. VARINE Hugues de, PIERROT Nicolas, SALAVUARD Guy, WINKIN Yves & HACHEZ-LEROY Florence, « Débat : Patrimoine industriel et participations citoyennes », *Entreprises et histoire*, n° 87, vol. 2, 2017, p. 150-169, disponible en ligne <https://www.cairn.info/revue-entreprises-et-histoire-2017-2-page-150.htm> [lien valide en mai 2021].
5. CUEILLE Sophie & SERNA Virginie, « De la participation au participatif. Les approches de l'Inventaire général du patrimoine culturel », *Culture et Recherche*, n° 140, 2020, p. 50-51, disponible en ligne, <https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Enseignement-superieur-et-Recherche/La-revue-Culture-et-Recherche/Recherche-culturelle-et-sciences-participatives> [lien valide en mai 2021].
6. Citons par exemple l'inventaire participatif des œuvres du 1 % artistique des lycées du Centre-Val de Loire ou l'inventaire collaboratif des orgues.
7. Le terme « bahut » s'est imposé à nous car nous l'utilisons dans les années 1980-1990 lorsque nous étions lycéens ! Les enseignants autour de la table déclarant qu'il était encore en usage, même si un peu désuet, nous l'avons adopté dans la mesure où il fait aussi référence à ce meuble médiéval qui pouvait contenir des objets précieux (voir le *Dictionnaire raisonné du mobilier de Viollet-le-Duc*) et qui pouvait se transmettre de génération en génération.
8. En 2012, le professeur en sciences de l'information géographique, Muki Haklay, a en effet tenté une typologie des modes de collaboration existant dans les sciences participatives. François Houllier en a dressé un tableau dans son rapport cité *supra*, p. 13. Selon le premier niveau, les citoyens sont simplement des capteurs de données, il s'agit du crowdsourcing, à l'image de ce qui se pratique dans les projets scolaires type Vigie-Nature école. Dans les trois autres niveaux décrits par le géographe, les citoyens participent à l'expertise, Muki Haklay définissant ainsi les projets réalisés en « intelligence distribuée » (les citoyens contribuent à l'interprétation de données), en « science participative » (les citoyens contribuent à la définition du problème et à la collecte de données) voire en « collaboration complète » (toutes les phases de la recherche se font en collaboration : définition des problèmes, collecte et analyse de données, valorisation des résultats).

9. Mission remplie par la documentaliste du lycée Brémontier (Bordeaux), Régine Vidal. Pour le rectorat, ce premier moment de sensibilisation prend la forme d'une « action de formation académique » ou d'un « stage d'établissement ».
10. Le rôle de ces animateurs culturels a changé progressivement depuis la fusion des régions et aujourd'hui, ils sont rattachés à la direction de l'Éducation, essentiellement pour œuvrer à l'orientation des jeunes.
11. Dont les données sur les architectes, les artistes et les dates de construction sont justement issues du travail collaboratif.
12. Voir http://ww2.ac-poitiers.fr/histoire-arts/spip.php?article326&debut_page=1 [lien valide en mai 2021].
13. En Limousin, il a en effet été acté de proposer la participation à « Histoires de Bahuts » également aux lycées privés sous contrat d'association avec l'État, tel que le lycée Polaris. Sur l'ancien couvent, voir la notice Mérimée PA00100338 [lien valide en mai 2021].
14. Voir <https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Connaissance-des-patrimoines/Actualites/Participer-Participez-l-Patrimoines-et-dispositifs-participatifs> [lien valide en mai 2021].
15. PARTICIP'ARC, *Recherche culturelle et Sciences participatives : État des lieux, caractérisations, recommandations*, 2019, disponible en ligne, <https://www.participarc.net/> [lien valide en mai 2021].
16. Voir le site sur <https://ecsa.citizen-science.net/> ; pour le continent nord-américain, voir les travaux de la Citizen Science Association (CSA) qui publie la revue *Citizen Science: theory and practice*, <https://theoryandpractice.citizenscienceassociation.org/> [liens valides en mai 2021].
17. HECKER Susanne, HAKLAY Muki, BOWSER Anne, MAKUCH Zen, VOGEL Johannes & BONN Aletta (dir.), *Citizen Science. Innovation in Open Science, Society and Policy*, Londres, UCL Press, 2018, disponible en ligne, <https://www.uclpress.co.uk/products/107613> [lien valide en mai 2021].
18. HARLIN John, KLOETZER Laure, PATTON Dan, LEONHARD Chris & Leysin American School high school students, « Turning students into citizen scientists », in *Citizen Science. Innovation in Open Science, Society and Policy*, p. 410-428.
19. Selon la feuille de route 2020-2021 conjointe au ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et au ministère de la Culture visant à ce que 100 % des élèves puissent bénéficier d'un parcours artistique et culturel d'ici la fin du quinquennat en cours.
20. MAHR Dana, GÖBEL Claudia, IRWIN Alan & VOHLAND Katrin, « Watching or being watched ? », in HECKER Suzanne et al., *Citizen Science. Innovation in Open Science, Society and Policy*, p. 99-109.
21. Sur ce point, voir le livre majeur de CALLON Michel, LASCOUMES Pierre & BARTHE Yannick, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Le Seuil, coll. « La couleur des idées », 2001.
22. PÉRADON Laurent, « Histoire de Bahuts : retour d'expérience », *Arcades*, n° spécial « Les lycées, un patrimoine à découvrir », 2019, p. 19.
23. BOUCHARD Johanne, « Le patrimoine au regard des droits culturels : ressource vivante et dynamique », intervention dans le cadre du colloque « Le PCI en Bretagne » (Brest, 9 décembre 2016), disponible en ligne, <http://bcd.bzh/becedia/fr/la-notion-de-patrimoine-au-regard-des-droits-culturels-johanne-bouchard> [lien valide en mai 2021].
24. Pour plus de détail, consulter notamment les textes récents suivants : *Convention de Faro sur la valeur du patrimoine pour la société* (2005), *Les droits culturels : Déclaration de Fribourg* (2007), *Déclaration de Genève, Droits humains et patrimoine culturel : l'engagement des villes solidaires*, Genève (2018).
25. LUCAS Jean-Michel, ROSSARD Aline & CORREIA Éric, *Droits culturels des personnes. Préconisations pour la Région Nouvelle-Aquitaine*, Bordeaux, Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine,

2019. En savoir plus via https://www.nouvelle-aquitaine.fr/sites/default/files/2021-01/Droits_culturels_des_personnes_2019_Version_Courte.pdf [lien valide en mai 2021]
26. Brochure du Conseil de l'Europe intitulée *La Convention de Faro : aller de l'avant avec le patrimoine*, 2020, disponible en ligne, <https://edoc.coe.int/fr/patrimoine-culturel/8753-la-convention-de-faro-aller-de-lavant-avec-le-patrimoine.html> [lien valide en mai 2021].
27. DAVALLON Jean, « Penser le patrimoine selon une perspective communicationnelle », *Sciences de la société*, no 99, 2016, [en ligne], <http://journals.openedition.org/sds/5257> [lien valide en mars 2021].
28. DAVALLON Jean, « Penser le patrimoine selon une perspective communicationnelle », *Sciences de la société*, no 99, 2016, [en ligne], <http://journals.openedition.org/sds/5257> [lien valide en mars 2021].

RÉSUMÉS

En Nouvelle-Aquitaine s'est déployé progressivement depuis 2016 un dispositif participatif d'inventaire du patrimoine des lycées, en collaboration avec les lycéens. Ainsi, chaque année, dans quelques établissements volontaires, des élèves étudient l'histoire patrimoniale de leur « bahut » et restituent leurs découvertes en devenant guides lors des Journées européennes du patrimoine. L'article revient sur la construction de ce projet dénommé « Histoires de Bahuts » et présente des expériences menées en Aquitaine, en Poitou-Charentes et en Limousin. Après plusieurs années de fonctionnement, l'auteur propose de renouveler le dispositif, principalement en l'appuyant sur les concepts et les pratiques en cours de développement dans les sciences participatives et le champ des droits culturels.

In the Nouvelle-Aquitaine region of France, since 2016, a collaborative inventory plan of the high schools' heritage was deployed, in collaboration with the students. Thus, each year, in some volunteer schools, students studied the heritage history of their 'bahut' (French slang for "high school") and shared their findings by becoming guides during the European Heritage Days. This article looks back over to the construction of this project named "Histoires de Bahuts", "Schools' Stories" and presents the experiences carried out in Aquitaine, in Poitou-Charentes and in Limousin regions. After several years of operation, the author suggests renewing this plan, mainly by building it on the current concepts and practices going on in the participatory science and in the field of cultural rights.

INDEX

Keywords : artistic and cultural education, school heritage, high schools, grammar schools, participatory science, cultural rights, Nouvelle-Aquitaine (Region)

Mots-clés : éducation artistique et culturelle, patrimoine scolaire, lycées, sciences participatives, droits culturels, Nouvelle-Aquitaine

AUTEUR

LAETITIA MAISON-SOULARD

Chercheur, service du Patrimoine et de l'Inventaire, site de Bordeaux, Région Nouvelle-Aquitaine
laetitia.maison@nouvelle-aquitaine.fr